

Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio
Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft
Band: 28 (1910)
Heft: 7

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Abonnements:

Schweiz: Jährlich Fr. 6
2^{tes} Semester . . . 3
Ausland: Zuschlag des Porto
Es kann nur bei der Post
abonniert werden

Preis einzelner Nummern 15 Cts.

Abonnements:

Suisse: un an . . . fr. 6
2^e semestre . . . 3
Etranger: Plus frais de port
On s'abonne exclusivement
aux offices postaux

Prix du numéro 15 cts.

Schweizerisches Handelsamtsblatt

Feuille officielle suisse du commerce — Foglio ufficiale svizzero di commercio

Erscheint 1—2 mal täglich
ausgenommen Sonn- und FeiertageRedaktion und Administration
im Eidgenössischen HandelsdepartementRédaction et Administration
au Département fédéral du commerceParaît 1 à 2 fois par jour
les dimanches et jours de fête exceptésAnnoncen-Regie: **HAASENSTEIN & VOGLER**

Insertionspreis: 25 Cts. die fünfgespaltene Petitzeile (für das Ausland 35 Cts.)

Régie des annonces: **HAASENSTEIN & VOGLER**

Prix d'insertion: 25 cts. la ligne (pour l'étranger 35 cts.)

Inhalt — Sommaire

Rechtsdomizil (Domicile juridique). — Handelsregister. — Register du commerce. — Fabrik- und Handelsmarken. — Marques de fabrique et de commerce. — Contrôle fédéral des ouvrages d'or et d'argent (Eidgenössische Gold- und Silberwaren-Kontrolle). — Lebensmittelkontrolle. — Handels- und Gewerbefreiheit. — Liberté de commerce et d'industrie. — Simplonvertrag. — Convention du Simplon. — Moratorium. — Maison M. J. Sulica & G. Orghidan, à Bucarest. — Weizenpreise.

Amtlicher Teil — Partie officielle

Rechtsdomizile. — Domiciles juridiques. — Domicilio legale.

Allgemeine Versicherungs-Gesellschaft **HELVETIA** in St. Gallen

Das kantonale Rechtsdomizil der Gesellschaft ist vom 1. Januar 1910 an für den Kanton Bern bei den Herren H. und M. Keller in Bern.
St. Gallen, den 6. Januar 1910.

Allgemeine Versicherungs-Gesellschaft „Helvetia“:

(D. 2) F. Haltmayer. Grossmann.

Handelsregister. — Registro du commerce. — Registro di commercio.

I. Hauptregister — I. Register principal — I. Registro principale

Waadt — Vaud — Vaud
Bureau de Lausanne

1910. 3 janvier. La société en nom collectif **Conterio et Bovy**, serrurerie en tous genres et construction en fer, à Renens (F. o. s. du c. du 17 août 1908), est dissoute ensuite d'un commun accord des associés; cette raison sociale est en conséquence radiée.

4 janvier. La raison **N. Schwyzer**, chapellerie, à Lausanne (F. o. s. du c. du 18 mai 1905), est radiée ensuite de remise de commerce.

4 janvier. Le chef de la maison **J. Reisser**, à Lausanne (Ouchy), est Jean Reisser, de Pully, domicilié à Lausanne. Genre de commerce: Exploitation d'un Hôtel, à Ouchy, à l'enseigne «Hôtel du Château d'Ouchy».

5 janvier. Le chef de la maison **J. Badoud**, à Lausanne, est Jules-Xavier Badoud, de Prévondavaux (Fribourg), domicilié à Lausanne. Genre de commerce: Epicerie et vins à l'exporter. Magasin: Rue Mauhorget 2, à l'enseigne «Epicerie des Trois Suisses».

5 janvier. Sous la raison sociale **Société anonyme d'Importation**, il a été fondé, par statuts adoptés le 5 janvier 1910, une société anonyme dont le siège est à Lausanne et qui a pour but l'importation, la fabrication et le commerce en gros de produits alimentaires et spécialement de sucres. La durée de la société est illimitée. Le capital social est fixé à la somme de soixante mille francs divisé en soixante actions nominatives de mille francs chacune. Les publications de la société ont lieu dans la «Feuille officielle suisse du commerce». La société est administrée par un conseil d'administration de trois ou cinq membres, nommés pour trois ans. La société sera engagée par la signature individuelle de deux administrateurs-délégués qui sont: Charles Lehmann et Charles Morel, négociants, domiciliés à Lausanne. Bureaux: A Lausanne, Les Fleurettes 4.

5 janvier. Dans son assemblée générale du 22 décembre 1909, la société **Orchestre d'amateurs de Lausanne**, ayant son siège à Lausanne (F. o. s. du c. des 20 mai 1904 et 17 février 1908), a nommé en qualité de président: Charles Rochat, et secrétaire: Charles Blanc, les deux à Lausanne.

6 janvier. Le chef de la maison **Ernest Lenta**, à Lausanne, est Ernest Lenta, de Arto (Novare, Italie), domicilié à Lausanne. Genre d'industrie: Entreprise de bâtiments. Bureau: Les Arolles, Cour.

6 janvier. La raison **Ed. Belrichard**, épicerie, mercerie, quincaillerie et articles de ménage, à Lausanne (F. o. s. du c. du 3 avril 1906), est radiée, le titulaire ne faisant pas le chiffre d'affaires prévu par l'art. 13 du règlement fédéral.

Bureau de Vevey

5 janvier. La raison **P. Wollichard**, à Clarens-Montreux, bazar (F. o. s. du c. du 6 mars 1883, n° 32, page 243), est radiée ensuite de cessation de commerce.

Genève — Genève — Ginevra

1910. 6 janvier. La raison **Aug. Blum**, à Genève (F. o. s. du c. du 9 septembre 1909, page 1548), est radiée ensuite de l'entrée du titulaire dans la société «Blum et Cie» ci-après. La procuration conférée à Constant Blum est éteinte.

Auguste-Jacques Blum et Constant Blum, tous deux de Genève, y domiciliés, ont constitué à Genève, sous la raison sociale **Blum et Cie**, une société en nom collectif qui a commencé le 1^{er} janvier 1910 et a repris depuis cette date, la suite des affaires ainsi que l'actif et le passif de la maison «Aug. Blum», ci-dessus radiée. Genre d'affaires: Bureau général d'assurances. Bureaux: 3, Rue de la Tour Maitresse.

6 janvier. Sous la dénomination de **Syndicat des Marchands de Cycles du Canton de Genève**, il existe une association (conformément au tre. 27 du C. O.), ayant pour but de grouper les négociants-marchands

de cycles pour la défense de leurs intérêts vis-à-vis de la concurrence déloyale et des intermédiaires non établis dans la partie. Son siège est à Genève. Ses statuts ont été adoptés en assemblée générale du 3 novembre 1909. Peut faire partie du syndicat tout marchand de cycles qui possède un magasin et paie patente comme tel. Les demandes d'admission doivent être adressées au comité qui décide dans le délai d'un mois. Le droit d'entrée par membre est de fr. 2 et la cotisation annuelle de fr. 5. Toute démission doit être remise un mois avant l'assemblée générale. On sort aussi de l'association par radiation prononcée dans les cas prévus aux statuts. Les membres démissionnaires ou radiés, n'ont plus aucun droit sur l'avoir du syndicat. L'association est administrée par un comité composé de 7 membres, nommés chaque année en assemblée générale. L'association est valablement représentée et engagée vis-à-vis des tiers par la signature collective du président, du secrétaire et du trésorier. Les sociétaires sont exonérés de toute responsabilité personnelle; dans tous les cas, le syndicat n'est engagé que jusqu'à concurrence de son avoir. Le comité est actuellement composé de Eugène Le Royer, président; Ernest Sechehaye, secrétaire; Hugo Firmenich, trésorier; Rodolphe Born, Alfred Mégroz, Edouard Rochat et Adolphe Müller; tous domiciliés à Genève. Siège social: Au domicile du président, Place Kléberg.

Eidg. Amt für geistiges Eigentum. — Bureau fédéral de la propriété intellectuelle

Marken. — Marques

Eintragungen. — Enregistrements.

Nr. 26660. — 4. Januar 1910, 8 Uhr.

Carl Ulveling, Fabrikation und Handel,
Zürich (Schweiz).

Chemische, technische und kosmetische Präparate.



„zum Florhof“

Nr. 26661. — 3. Januar 1910, 8 Uhr.

J. B. Rist, Fabrikation,
Altstätten (St. Gallen, Schweiz).

Restitutionschwärze, Backpulver, Vanillinzucker, Seifensand Drogen und Chemikalien.

(Erneuerung und Gebrauchsausdehnung von Nr. 2922.)



Nr. 26662. — 3. Januar 1910, 8 Uhr.

J. B. Rist, Fabrikation,
Altstätten (St. Gallen, Schweiz).

Backpulver.

Hefin-Backpulver

Nr. 26663. — 4. Januar 1910, 4 h.

Madame Maria Rosasco, fabrication,
Zürich (Suisse).

Teintures et tous produits de parfumerie et de savonnerie.

Teinture des Reines

Nr. 26664. — 4. Januar 1910, 12 Uhr.

Pfeifer & Langen, Gesellschaft mit beschränkter Haftung, Fabrikation,

Köln (Deutschland).

Zucker und Sirap.

(Uebertragung von Nr. 22503 der Firma Pfeifer & Langen.)



Nr. 26665. — 5. Januar 1910, 8 Uhr.

E. & S. Weill, Mechanische Schuhfabrik Gaisberg,

Kreuzlingen (Schweiz).

Schuhwaren.

Chasseur

Nr. 26666. — 6. Januar 1910, 8 Uhr.

Georg Fischer, Fabrikation,

Schaffhausen (Schweiz).

Elektrostahl-Formguss.

GEORG FISCHER.

N° 26667. — 7 janvier 1910, 8 h.

H. A. Richardet, successeur de Alfred Schiffmann, fabrication,

Chaux-de-Fonds (Suisse).

Cadrons de montres.



Nr. 26668. — 6. Januar 1910, 4 Uhr.

P. Baumer, Fabrikation,

Frauenfeld (Schweiz).

Geschäftsbücher.

(Uebertragung von Nr. 2829 der Firma Jakob Baumer.)



Radiations

N° 26377. — W. Kenel, Porrentruy. — Radiée le 4 janvier 1910, à la demande du titulaire.

N° 26056. — Jacques Sirmann, La Tour-de-Peilz. — Radiée le 5 janvier 1910, à la demande du titulaire.

Tableau comparatif des poinçonnements effectués et des essais faits par les bureaux de contrôle des ouvrages d'or et d'argent pendant chacune des années 1908 et 1909

Bureaux	Boîtes de montres poinçonnées						Boîtes payant double taxe, et boîtes refusées au poinçonnement		Objets de bijouterie et d'orfèvrerie poinçonnés				Essais de lingots d'or et d'argent			
	Boîtes d'or		Boîtes d'argent		Total des boîtes		1908	1909	1908		1909		1908		1909	
	Pièces	Pièces	Pièces	Pièces	Pièces	%			Pièces	Pièces	Pièces	%	Pièces	%	Nombre	%
1. Bienne	33,774	40,267	257,959	237,456	291,733	10.9	277,723	9.5	575	1,178	10,812	11.7	10,147	8.3	3,245	19.7
2. Chaux-de-Fonds	412,052	438,612	34,242	34,810	446,294	16.6	473,422	16.2	2,207	1,382	1,800	1.4	1,392	1.1	8,443	51.2
3. Delémont	7	—	64,585	51,742	64,592	2.4	51,742	1.8	187	75	—	—	—	—	278	1.7
4. Fleprier	3,978	5,245	82,462	85,856	86,440	3.2	91,101	3.1	326	615	18	0.0	21	0.0	443	2.7
5. Genève	12,549	11,846	145,336	217,524	157,885	5.9	229,370	7.8	309	32	41,450	46.9	43,105	35.7	201	1.2
6. Granges (Soleure)	2,235	8,098	261,122	301,580	263,357	9.8	309,666	10.5	494	1,251	—	—	—	—	2,687	3.5
7. Locle	78,135	96,771	101,685	106,236	180,020	6.7	203,007	7.5	350	532	1,570	1.8	15,124	12.5	1,178	7.1
8. Neuchâtel	—	—	12,274	72,405	12,274	0.4	72,405	2.5	395	42	—	—	—	—	87	0.5
9. Noirmont	11,900	17,181	296,356	293,523	308,256	11.5	310,704	10.6	584	248	—	—	—	—	375	2.3
10. Porrentruy	—	—	170,006	201,516	170,006	6.3	201,516	6.9	204	808	—	—	—	—	825	1.9
11. St-Imier	10,639	10,720	156,228	136,781	166,867	6.2	147,451	5.0	498	1,295	248	0.3	284	0.1	541	3.3
12. Schaffhouse	—	—	44,164	49,619	44,164	1.6	49,619	1.7	—	54	33,177	37.5	51,104	42.1	249	1.5
13. Tramelan	410	—	497,256	512,411	497,666	18.5	512,411	17.5	966	468	—	—	—	—	569	3.4
Total	565,679	628,728	2,123,875	2,801,409	2,689,554	100	2,980,137	100	6,700	7,915	88,470	100	121,412	100	16,511	100
Plus 1909	—	63,049	—	177,534	—	—	240,583	8.9	—	1,215	—	—	32,942	87.2	—	2,623
Moins 1909	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Objets vérifiés en douane à l'importation	—	—	—	—	—	—	581,982	—	—	—	280,790	—	215,116	—	—	—

1) Y compris 376,419 boîtes de montres or et argent en retour du contrôle anglais.

Berné, le 8 janvier 1910.

Bureau fédéral des matières d'or et d'argent.

Nichtamtlicher Teil — Partie non officielle

Lebensmittelkontrolle. Gemäss den Bestimmungen des Lebensmittelgesetzes sollen die Kantone dem Bundesrate alljährlich über die Ausführung dieses Gesetzes und die dabei gemachten Beobachtungen Bericht erstatten, und zwar einen ersten Bericht über die Kontrolle der Lebensmittel (ausgenommen Fleisch und Fleischwaren) und der Gebrauchsgegenstände, welcher Bericht zugleich als Grundlage der nach Art. 10 des Gesetzes in den Bund zu stellenden Entschädigungsforderungen für die Durchführung der Lebensmittelkontrolle zu dienen hat, und einen zweiten Bericht über die Beaufsichtigung des Schlachtens, der Fleischschau und des Verkehrs mit Fleisch und Fleischwaren. Da das Lebensmittelgesetz und die dazu gehörenden bundesrätlichen Verordnungen erst mit Beginn des Monats Juli in Kraft getreten, so erstreckt sich die nun zum ersten Mal erfolgende Berichterstattung nur auf die Zeit vom 1. Juli bis 31. Dezember 1909. Der Bundesrat empfiehlt nun durch Kreisschreiben den Kantonen, die Berichte nach folgendem Schema abzufassen: a. Bericht über die Kontrolle der Lebensmittel (ausgenommen Fleisch und Fleischwaren) und der Gebrauchsgegenstände. 1. Organisation der kantonalen Lebensmittelkontrolle und Erlass der kantonalen Vollziehungsverordnungen. 2. Instruktion für Lebensmittelinspektoren und Ortsexperten. 3. Umfang und Art der Tätigkeit der kantonalen, sowie der allfälligen städtischen Untersuchungsanstalt. Der Betrieb der Untersuchungsanstalt kann auch zum Gegenstand eines besonderen Berichtes gemacht werden. 4. Tätigkeit der Lebensmittelinspektoren. 5. Tätigkeit der örtlichen Gesundheitsbehörden und der Ortsexperten. 6. Bei der Lebensmittelkontrolle bis jetzt gemachte Beobachtungen und Erfahrungen. Oberexperten, Bestrafungen. — b. Bericht über die Beaufsichtigung des Schlachtens, der Fleischschau und des Verkehrs mit Fleisch und Fleischwaren. 1. Ernennung der Fleischschauer und deren Stellvertreter. 2. Instruktion für Fleischschauer. 3. Öffentliche Schlachthäuser und deren Verhältnisse. 4. Tätigkeit der Fleischschauer, dargestellt auf Grund der von denselben eingereichten Berichte und Tabellen. Die Tabellen der Fleischschauer sind in eine einzige, den ganzen Kanton umfassende, nach dem gleichen Formular erstellte Tabelle zusammenzufassen. 5. Abfertigung, Aufbewahrung und Verkaufslöcher für Fleisch und Fleischwaren, Geräte und Maschinen.

6. Bei der Kontrolle des Verkehrs mit Fleisch und Fleischwaren bis jetzt gemachte Beobachtungen und Erfahrungen. Oberexperten, Bestrafungen. Der Bundesrat macht speziell darauf aufmerksam, dass die Entschädigungsforderungen für die Durchführung des Lebensmittelgesetzes nebst dem zugehörigen Bericht bis spätestens Ende dieses Monats sich in den Händen des Departementes des Innern befinden müssen. Da die Entschädigungen auf Rechnung des letztjährigen Kredites anzuweisen sind, was nur bis zum 15. Februar geschehen kann und dem Departement zur Prüfung der eingereichten Rechnungen die notwendige Zeit eingeräumt werden muss, so könnten nach dem 31. Januar einlangende Forderungen nicht mehr berücksichtigt werden. Der zweite Bericht, der sich auf die Kontrolle des Schlachtens etc. bezieht, ist bis spätestens Ende Februar einzureichen.

— **Handels- und Gewerbefreiheit.** Der Bundesrat hat mit Beschluss vom 31. Dezember die Beschwerde von H. Marsteller, früher in Davos-Platz, nunmehr in Triberg, Baden, betr. Verletzung der Handels- und Gewerbefreiheit, gestützt auf folgende Erwägungen als unbegründet abgewiesen: Beschränkungen der freien Ausübung des Gewerbes sind bundesrechtlich zulässig, wenn sie auf gewerbepolizeilichen Gründen, wie die Bekämpfung des unlauteren Wettbewerbes, beruhen und wenn sie nicht unnötigerweise die rechtliche Ausübung des Handelsgewerbes erschweren.

Die Vorschrift des bündnerischen Gesetzes, die sich auch in anderen kantonalen Gesetzen findet, dass Totalausverkäufe wegen gänzlicher Geschäftsaufgabe innert einer bestimmten Zeit durchgeführt werden müssen, bezweckt offenbar, dem Missbrauch zu steuern, dass immer wieder neue Waren nachbestellt und verkauft und so der Verkauf des bei Bewilligung des Ausverkaufes vorhandenen Warenlagers in die Länge gezogen wird. Die Bekämpfung dieses Missbrauches durch Ansetzung einer angemessenen Frist, innert welcher die Liquidation durchgeführt werden muss, ist daher an sich gewerbepolizeilich zulässig. Es kann auch nicht gesagt werden, dass die im bündnerischen Gesetz über den Markt- und Hausierverkehr vorgesehene Frist von 6 Monaten zu kurz bemessen wäre. Es braucht im vorliegenden Falle nicht entschieden zu werden, ob eine kantonale Gesetzesbestimmung, die dahin ginge, dass derjenige, der sein

Geschäft aufgibt, nur alternativ entweder eine Ausverkaufsbewilligung oder eine Versteigerungsbewilligung verlangen könne und dass nach der einmal erhaltenen Ausverkaufsbewilligung eine Versteigerungsbewilligung nicht mehr verlangt werden könne, den Grundsatz der Handels- und Gewerbefreiheit verletzen würde. Denn das bündnerische Hausierergesetz enthält keine derartige Bestimmung. Vielmehr sieht Art. 21, Abs. 4, kumulativ die Bewilligung für Ausverkäufe und Versteigerungen vor. Der Kleine Rat des Kantons Graubünden hat auch dem Rekurrenten die Versteigerung nicht deswegen verweigert, weil er ihm bereits eine Ausverkaufsbewilligung erteilt hätte, sondern deswegen, weil die in Art. 21, Abs. 4, leg. cit. vorgesehene Frist von 6 Monaten bereits verstrichen war. Der Kleine Rat hat also das Gesetz dahin interpretiert, dass die gesamte Liquidation, sofern sie auf dem Wege des Ausverkaufes und der Versteigerung erfolge, innert 6 Monaten durchzuführen sei. Diese Interpretation entspricht dem Wortlaut und dem Sinne des Gesetzes.

Steht somit fest, dass durch den angefochtenen Entscheid der bündnerischen Regierung das verfassungsmässige Recht der Handels- und Gewerbefreiheit nicht verletzt wird, so braucht die weitere Frage, ob sich der Rekurrent auf dieses Recht berufen kann, trotzdem er in der Schweiz nicht niedergelassen ist, nicht untersucht zu werden.

— **Simplonvertrag.** Das Protokoll über den Austausch der Ratifikationsurkunden zu der am 18. Juni 1909 mit Frankreich abgeschlossenen Uebereinkunft betreffend die Zufahrtlinien zum Simplon ist am 31. Dezember 1909 in Bern von Herrn Bundespräsident Deucher und dem Botschafter der französischen Republik, Herrn d'Aunay, unterzeichnet worden. Die Uebereinkunft selbst ist gemäss Art. 21 am nämlichen Tage in Kraft getreten.

— **Moratorium.** Die Firma M. J. Sulica & G. Orghidan in Bukarest hat beim dortigen Handelsgericht um eine Verlängerung des ihr bewilligten Moratoriums um 6 Monate nachgesucht. Das Gericht hat dieses Gesuch im Prinzip zugelassen und auf den 17. Dezember a. St. eine Gläubigerversammlung einberufen. In derselben ist von der Ansicht der erschienenen Gläubiger Kenntnis genommen und der Termin, an dem über das Gesuch um Verlängerung des Moratoriums entschieden werden soll, auf den 8. Januar a. St. = 21. Januar n. St. 1910 festgesetzt worden.

Weizenpreise

(Per 100 Kilogramm)

	9. Dezember	16. Dezember	23. Dezember	30. Dezember	6. Januar 1910
Paris	23.50	23.75	23.75	23.75	24.25
Liverpool	21.61	22.05	22.36	22.27	22.89
Berlin	27.42	27.81	27.82	28.37	28.52
Budapest		22.50	22.66	22.25	22.69
Chicago	20.18	21.30	22.76	22.54	21.90
New-York	21.50	23.01	24.63	24.16	24.63

Liberté de commerce et d'industrie. Par arrêté du 31 décembre, le Conseil fédéral a écarté comme non fondé pour les considérants ci-après le recours de H. Marsteller, négociant, précédemment à Davos (Grisons), actuellement à Triberg (Bade), contre le refus de l'autorisation d'une vente à l'encan après liquidation totale (atteinte portée à la liberté de commerce et d'industrie).

Le droit public fédéral admet des restrictions à la liberté de commerce et d'industrie, lorsque ces restrictions sont fondées sur des motifs de police tels par exemple s'il s'agit de lutter contre la concurrence déloyale, et lorsqu'elles n'entraînent pas inutilement l'exercice régulier de la profession commerciale.

La disposition de la loi du canton des Grisons, que l'on rencontre aussi dans d'autres législations cantonales, d'après laquelle les liquidations totales pour cause de cessation de commerce doivent être achevées dans un délai déterminé a évidemment pour but, d'empêcher que l'intéressé achète et revende sans cesse de nouvelles marchandises et traîne ainsi en longueur la vente du stock de marchandises qui se trouvait en magasin, lorsqu'a été donnée l'autorisation de liquidation. Pour des motifs de police commerciale, il est donc admissible de chercher à empêcher cet abus en fixant un délai convenable durant lequel la liquidation doit se faire. On ne peut pas prétendre que le délai de six mois fixé par la loi grisonne sur les marchés et le colportage soit trop court.

Dans l'espèce, il n'y a pas lieu de décider si le principe de la liberté de commerce et d'industrie est lésé par la disposition d'une loi cantonale d'après laquelle celui qui cesse son commerce n'a d'autre alternative que de requérir l'autorisation, soit d'une liquidation totale, soit d'une vente à l'encan, et n'a plus de droit de demander l'autorisation d'une vente à l'encan, lorsqu'il a déjà reçu une fois l'autorisation d'une liquidation totale. En effet, la loi grisonne sur le colportage ne contient pas de disposition de cette nature. Au contraire, l'art. 21, alinéa 4, permet d'autoriser en même temps les liquidations totales et les ventes à l'encan. Aussi, le gouvernement des Grisons n'a-t-il pas refusé au recourant l'autorisation de vendre à l'encan parce qu'il lui avait déjà donné l'autorisation d'une liquidation totale, mais bien parce que le délai de six mois fixé par le même art. 21, alinéa 4, était écoulé. Le gouvernement a donc interprété la loi en ce sens que la liquidation totale d'un commerce, qu'elle ait lieu par la voie d'une liquidation proprement dite ou par la voie d'une vente à l'encan, doit être terminée dans un délai de six mois. Cette interprétation répond bien au texte et à l'esprit de la loi.

Ainsi, il est établi par ce qui précède que la liberté constitutionnelle de la liberté de commerce et d'industrie n'a pas été lésée par la décision du gouvernement grison dont est recourant. Dès lors, il est inutile d'examiner la question de savoir si le recourant est autorisé à invoquer ce droit, bien qu'il ne soit pas domicilié en Suisse.

— **Convention du Simplon.** Le procès-verbal d'échange des ratifications de la convention, conclue avec la France le 18 juin 1909 pour les voies d'accès au Simplon, a été signé à Berne le 31 décembre 1909, par M. Deucher, président de la Confédération, et par M. d'Aunay, ambassadeur de France, et la convention, conformément à son art. 21, est entrée en vigueur ce même jour, 31 décembre 1909.

La convention sera insérée au recueil des lois.

— **Maison M. J. Sulica & G. Orghidan, à Bucarest.** La maison M. J. Sulica & G. Orghidan, à Bucarest, avait prié le tribunal de commerce de prolonger de 6 mois le délai moratoire qui lui avait été consenti. Le tribunal, ayant déferé en principe à cette demande, avait convoqué les créanciers pour le 17 décembre ancien style. Après avoir recueilli l'avis des participants à cette réunion, le tribunal a résolu de fixer au 8 janvier, ancien style, soit 21 janvier 1910, la décision à prendre, concernant la prolongation du moratorium.

Annoncen-Regie:
HAASENSTEIN & VOGLER

Privat-Anzeigen — Annonces non officielles

Regie des annonces:
HAASENSTEIN & VOGLER

Ausschreibung von Bauarbeiten

Für den Neubau des Postgebäudes in Lugano werden folgende Arbeiten zur Konkurrenz ausgeschrieben:

A. Hauptgebäude und Remisen:

(481) Zimmerarbeiten.

B. Remisengebäude:

1. Steinhauserarbeiten. 2. Kunststeinarbeiten.

Pläne, Bedingungen und Angebotformulare sind im Baubureau des Postgebäudes in Lugano und im Bureau den unterzeichneten Verwaltung in Bern aufgelegt. Uebernaahms-offerten sind verschlossen, unter der Aufschrift «Angebot für Post Lugano», bis und mit dem 20. Januar 1910 franko einzureichen an die

Direktion der eidg. Bauten.

Bern, den 7. Januar 1910.

Junger Kaufmann

sprachenkundig, mit mehrjähriger Auslandspraxis, wünscht sich an einem industriellen oder kaufmännischen Geschäft, Platz Bern bevorzugt, aktiv zu beteiligen. Disponible Mittel vorläufig 40 à 50 Milles. Erstklassige Referenzen zur Verfügung. (221) Offerten richtet man unter Chiffre Y126 Y an Haasenstein & Vogler, Bern.

Société Anonyme d'Horlogerie et Bijouterie de Genève

(Ancienne maison Eug. Lachenmayer)

MM. les actionnaires sont convoqués en assemblée générale extraordinaire pour le 17 janvier courant, à 8 heures du soir, au siège de la société, 9 rue du Marché à Genève. (49)

Ordre du jour:

- 1° Statuer sur la démission d'un administrateur;
- 2° Nomination éventuelle d'un nouvel administrateur;
- 3° Revision des statuts.

Genève, le 7 janvier 1910.

Le conseil d'administration.

Berner Alpenbahngesellschaft

Bern-Lötschberg-Simplon

Wir bringen den Inhabern von

Prioritätsaktien

unserer Gesellschaft in Erinnerung, dass der Coupon Nr. 4 am 31. Dezember 1909 verfallen ist und ohne Kosten für die Inhaber bei folgenden Zahlstellen à

— Fr. 20. —

per Stück eingelöst wird:

- in Bern: bei der Kasse der Berner Alpenbahngesellschaft Bern-Lötschberg-Simplon
- in Basel: » » Kantonalbank von Bern, » » Spar- und Leihkasse in Bern; » » Schweizerischen Eisenbahnbank, » dem Schweizerischen Bankverein, » der Basler Handelsbank, » den HH. A. Sarasin & Cie; » der Bank in Winterthur;
- in Winterthur: » » Schweizerischen Kreditanstalt,
- in Zürich: » » Eidgenössischen Bank A. G., » A. G. Leu & Cie., » den HH. A. Hofmann & Cie.; » der Union Financière de Genève.
- (471) in Genf:

Berner Alpenbahngesellschaft

Bern-Lötschberg-Simplon

Aufforderung

Das von der Schweizerischen Volksbank in Zürich ausgestellte Sparheft Nr. 19018 von Fr. 618.15 zugunsten der Fräulein Susanna Meier, in Oerlikon, ist abhanden gekommen.

Allfällige Inhaber dieses Sparheftes werden hiemit aufgefordert, dasselbe innert sechs Monaten, von heute an, der Unterzeichneten vorzuweisen, widrigenfalls dieser Titel als kraftlos angesehen und an dessen Stelle ein neues Sparheft ausgestellt würde. (54)

Zürich, den 10. Januar 1910.

Schweizer Volksbank.

Wenn ich in Amerika wäre

würde meine interessante Broschüre „Der sichere Weg zum erfolgreichen Inserieren“ zweifelslos in Millionen von Exemplaren gekauft werden. Soll ich inserieren? Wieviel Kapital ist hierfür nötig? Welche ich grosse oder kleine Inserate? Wie fasse ich die Annoncen wirkungsvoll ab? Welches ist die beste Methode? Wo erziele ich 50, 100—1000% Nutzen? Solche und viele andere hochwichtige Fragen beantwortet dieses anerkannt beste Lehrbuch der Inserationskunst Preis Fr. 5.— Nachnahme. Obrecht's Verlag, Wiedlisbach (Schweiz) (2846)

GEORGES-JULES RANDOZ
Méd. r. J. CALAT-BONNET
Firma gegründet 1820
Bae Léopold Robert 46
LA CHAUX-DE-FONDS

Spécial - Fabrik
von garantierten ::
Herren- u. Damenuhren
für Private (484)
Katalog gratis

Alte Geschäftsbücher

grössere und kleinere Posten zum Einstampfen (3222)

zu kaufen gesucht zu höchsten Tagespreisen. Abgebote unter Chiffre Z U 15470 befördert die Annoncen-Expedition Rudolf Mosse, Zürich.

Handelswissenschaftl. Kurse von Friedr. Meier, Inh. d. über Europas Grenzen bekannten Hth. Handels-Akademie Leipzig. Zwölf Dozenten. Prospekt gratis. (3224.)

